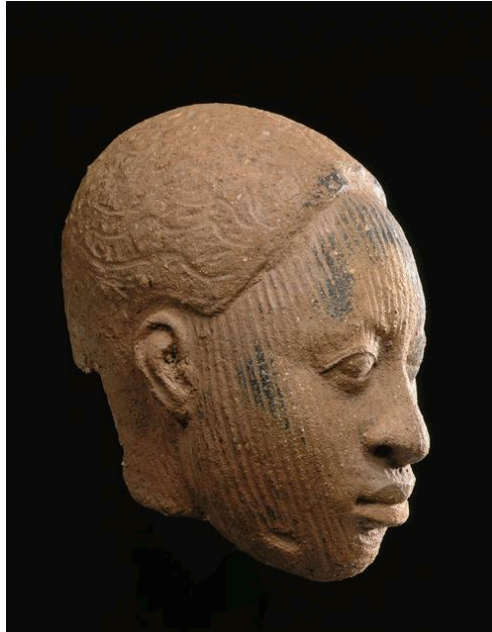


Fiche de lecture

Mars 2015

Hugues Lagrange, Le déni des cultures

Seuil 2010



Hugues Lagrange est sociologue et s'intéresse aux populations immigrées en France ainsi qu'aux migrations. Il met en valeur l'importance de la culture d'origine des migrants et de l'accueil qui leur est fait dans leur bonne intégration, ce qui l'oppose à des sociologues qui considèrent que la question sociale est primordiale dans les difficultés rencontrées. Il a publié en 2013 « En terre étrangère » (Seuil) qui rassemble les témoignages de populations africaines arrivées en banlieue parisienne il y a 30 ou 40 ans.

Le contenu de l'ouvrage

« Le déni des cultures » n'est pas un livre difficile. Mais il est un peu pénible à lire parce qu'il est foisonnant : il ne veut pas seulement rendre compte d'enquêtes réalisées sur le terrain, en particulier dans la vallée de la Seine et le XVIII^e arrondissement de Paris, enquêtes qui montrent, chez les enfants de familles noires sahéniennes, davantage d'échec scolaire précoce que chez d'autres immigrés et davantage de délinquance. Il n'a pas pour seul objectif de joindre une explication « culturelle » aux facteurs explicatifs traditionnels, le contexte économique, la ségrégation et l'humiliation de l'échec (tous facteurs dont il ne nie absolument pas l'importance). Il veut en plus relier la thèse soutenue à des analyses plus globales, allant au-delà d'exemples localisés.

C'est ainsi qu'il évoque l'évolution des sociétés musulmanes (il ne croit pas à leur « westernisation » et dénie tout rôle à Facebook et Internet dans une éventuelle modernisation, remarques piquantes à lire aujourd'hui où le contraire est affirmé partout). Il traite également de la différence entre les Etats-Unis et la France, qui ont bâti des explications contrastées du phénomène de ghettos. La vieille théorie américaine de la « culture de la pauvreté », selon laquelle des exclus s'enferment dans des habitudes sociales qui rendent, au final, la pauvreté héréditaire, est évoquée mais les réalités observées Outre-Atlantique ne paraissent pas de toute façon transposables ici. Le livre examine également les explications de Marcel Gauchet et d'Alain Finkielkraut sur le déficit de « cadres structurants » depuis la sécularisation de notre société, corrélé à un amoindrissement des solidarités : selon lui, pas plus que celles de Robert Castel sur l'affaiblissement de « l'affiliation » (amoindrissement du lien salarial s'accompagnant d'une déstructuration des familles), de telles approches ne valent pour expliquer la pauvreté des quartiers immigrés, en particulier pas pour les populations sahéniennes étudiées.

L'objectif de ce qui peut paraître comme des digressions est de montrer combien la mondialisation bouleverse nos sociétés et les rend plurielles, nécessitant des interprétations adaptées ; de montrer qu'à l'inverse d'évolutions constatées pour certaines catégories, les communautés immigrées, agressées par la montée de la xénophobie et du racisme, subissant une ségrégation très forte dans des quartiers abandonnés par les classes moyennes, réagissent en retissant des liens sociaux, de manière parfois liberticide mais au moins solidaire. Pour les immigrés, « le danger n'est pas celui d'une société mobile, individualiste, sans contrôle endogène, déstructurée » (problème qui touche d'autres types de pauvres), comme certaines analyses moralisatrices tendent parfois à le dire. Au contraire, les membres des familles étudiées subissent une autorité trop forte et bénéficient d'une autonomie trop réduite. La voie à suivre est donc celle de « l'empowerment », c'est-à-dire du renforcement de leur capacité à agir de manière autonome, pour qu'ils puissent « s'inclure » dans notre société, à condition bien évidemment que nous sachions aussi témoigner d'une volonté d'accueil et leur redonner confiance dans la parole publique.

Le foisonnement des références ne doit donc pas empêcher de voir le fil rouge du livre : des études quantitatives menées sur un certain nombre de quartiers permettent d'isoler, parmi les immigrés, des catégories diverses, dont certaines, les familles sahéniennes, voient leurs enfants plus exposés que d'autres à l'échec scolaire précoce et à la délinquance. C'est la « culture » de ces familles qui est en partie en cause, avec une origine plus rurale, des pères relativement âgés, détenteurs de l'autorité légitime et souvent polygames, des mères plus jeunes et dévalorisées, des enfants très nombreux, une alphabétisation faible. Le raidissement dans la référence aux traditions est d'autant plus fort que les pères se sentent amoindris par leur place sociale ou leur inactivité forcée. Les enfants élevés dans un tel contexte ne sont pas prêts pour les apprentissages scolaires de base, ils échouent rapidement et réagissent par la violence.

Commentaire

Le constat global n'est pas sulfureux : l'échec scolaire et la délinquance ont été de tout temps plus importants chez les populations les plus exclues et les populations

immigrées font partie des plus exclues. Chacun a la conviction (plus ou moins bien étayée mais il existe de nombreux signes en ce sens) que la question se règle, plus ou moins vite, au fur et à mesure que les vagues d'immigration sont plus anciennes. Les immigrés deviennent rapidement, en termes de fécondité et de diplômes, « comme tout le monde », et un peu plus tard, discrimination oblige, la réussite sociale suit. Or, les familles sahéliennes représentent une immigration plus récente que l'immigration maghrébine, qui, après les espagnols et les Portugais, comporte déjà des postes avancés de réussite. Le constat d'un lien entre pauvreté et délinquance n'est donc pas surprenant et il est tolérable parce que nous le pensons provisoire. Mais le livre souligne des phénomènes inexplicables ou de nouvelles interrogations : pourquoi l'immigration asiatique, elle aussi récente, ne connaît-elle pas les mêmes caractéristiques en termes d'échec scolaire ? Pourquoi certains immigrés (ou certains quartiers immigrés) parviennent-ils à dominer leurs handicaps et d'autres non, qui paraissent même régresser ?

L'ouvrage offre des points de vue essentiels :

- Le premier est de refuser enfin que « les immigrés » soient vus comme un ensemble indifférencié. Sans bien sûr accepter la stigmatisation aveugle des « nouveaux barbares », notre approche aplatit souvent les réalités : on évoque « les territoires », « les quartiers », « les jeunes », « les femmes des quartiers », « les exclus », comme s'il s'agissait d'un ensemble homogène. Mettre en lumière par exemple que la monoparentalité, une des causes principales de la pauvreté en France, concerne bien davantage les familles blanches que maghrébines ou sahéliennes n'est pas indifférent. Montrer que les services de l'Aide sociale à l'enfance interviennent moins dans ces dernières familles que dans les familles franco-françaises des mêmes quartiers est important. La différenciation des populations apparaît dans ce contexte comme un signe d'ouverture d'esprit et de reconnaissance d'un fait évident : les immigrés ne sont pas tous pareils, leur histoire est différente, la source de leurs difficultés aussi ;
- Le livre est un livre « à thèse », avec une volonté démonstrative : pour autant, il n'est pas simpliste. Quoiqu'en disent certains critiques, le caractère conjoint des causes est constamment souligné : l'origine ethnique n'est pas la clef unique. La dévalorisation des pères devant leur exclusion du monde du travail compte, de même que l'humiliation de l'échec scolaire dans une société méritocratique dont les jeunes ont intégré la règle (« l'échec scolaire est un échec juste »). La discrimination est reconnue mais, à la différence de certains sociologues, qui lui imputent tout, elle n'est pas considérée comme la seule cause. Le livre tente également de montrer le jeu dynamique des différents facteurs : les individus réagissent devant l'adversité et inventent des défenses, ils se raidissent dans leurs choix traditionnels, ce qui produit des effets protecteurs mais aussi un renforcement de l'exclusion. Et le poids de la culture n'est pas simple héritage : ce qui a des effets pervers, c'est la translation d'habitudes culturelles dans un cadre qui ne s'y prête pas. Le montrent les passages sur la solitude des mères, certes trop soumises au mari mais surtout isolées, sans les sœurs et les autres femmes de la famille qui en Afrique faisaient contrepoids au pouvoir masculin, de même que les

pères sont trop seuls, sans les autres hommes qui au pays renforçaient mais aussi modéraient leur pouvoir ;

- Enfin, la valeur du livre réside dans son souci de proposer des politiques publiques : il ne se contente pas de dire, comme tout un chacun le sait désormais, que les résultats de la politique de la ville sont très médiocres parce que l'analyse de départ (c'est le territoire qui pose problème, les cultures n'existent pas) est déviée. Tout ne se réduit pas à une question de concentration et de meilleure coordination des moyens et la mixité sociale, jamais définie et jamais mise en œuvre, manque cruellement. Les propositions de l'ouvrage portent donc sur des politiques à la fois réparatrices et préventives : encourager le travail des femmes, installer dans les quartiers des établissements éducatifs d'excellence offrant une possibilité de promotion crédible, porter une attention particulière au préscolaire et au primaire (le décrochage est effectif avant la 6^e), renforcer l'attractivité du quartier pour favoriser l'installation d'élites immigrées et faire appliquer effectivement la loi SRU. Il faut enfin cesser (et ces analyses sont bienvenues dans le contexte actuel) de souffler le chaud et le froid et de faire perdre aux populations immigrées toute confiance dans les institutions et les pouvoirs publics, qui leur laisse entendre qu'il faut s'intégrer mais aussi qu'ils sont indésirables, fraudeurs, indifférents à leurs enfants, repliés sur un islam radical et soupçonnables d'anti-républicanisme.

Il y a eu sur un tel livre, qui interpelle et séduit, des critiques honnêtes, intéressantes et de bonne foi : ainsi l'article du sociologue Michel Kokoreff (in « La vie des idées, 11 janvier 2011). Selon l'auteur, qui salue globalement le livre et s'attache à réfléchir à son argumentation, il lui manque une dimension qualitative (des interviews) qui aurait permis de comprendre plus finement les conclusions tirées d'études quantitatives. Michel Kokoreff considère aussi que l'affirmation selon laquelle ce sont les enfants des familles sahéniennes qui ont été les meneurs des émeutes de 2005 n'est pas étayée, quand bien même les incidents de Villiers le Bel, deux ans plus tard, n'ont impliqué que des enfants de familles maliennes : le fait que les quartiers des émeutes compteraient davantage de familles très nombreuses (potentiellement sahéniennes) n'est pas une preuve suffisante de l'implication des jeunes sahéniens... Kokoreff souhaiterait également davantage de précisions sur la mesure de la délinquance opérée dans le livre, notion qu'il juge imprécise. Enfin, si les influences culturelles doivent être reconnues, cela suffit-il à inférer de telles différences entre les groupes, alors que les enfants des diverses catégories immigrées grandissent ensemble, fréquentent les mêmes lieux, subissent les mêmes contraintes et en particulier le même racisme et possèdent une même « identité jeune »?

La thèse avancée dans « Le déni des cultures » est donc, au sens simple du terme, discutable.

Pour autant, les violentes attaques de certains universitaires apparaissent comme totalement déplacées. Elles témoignent parfois de jalousie devant l'écho médiatique du livre (un article commence par : une page dans le Monde, pourquoi tant de gloire ? et se termine par la mention des ouvrages de l'auteur de l'article, considérés

explicitement comme le résultat d'un « vrai » travail). De manière plus noble, les réactions témoignent de la crainte de voir anéantis les efforts faits pour que jamais l'analyse des cultures ne soit isolée des faits économiques et sociaux. Cette crainte n'excuse pas la mauvaise foi : Véronique De Rudder, sociologue au CNRS, mérite une mention spéciale. Tout en reconnaissant dans un blog (« Un pavé dans la mare ou les pieds dans la platitude ? », www.laurent-mucchielli.org 6 octobre 2010) qu'elle n'a pas encore lu le livre, elle y voit une attaque perverse et intéressée envers les plus faibles, dont elle se veut le bouclier : « Il est véritablement rentable », dit-elle, « de se déclarer vertueusement « désolé » de « devoir constater » que la culture des pauvres les maintient dans la pauvreté, celle des délinquants dans la délinquance, celle des Africains dans leur africanité, celle des Roms de leur romanité... ». Dans la même veine, Eric Fassin, sociologue à l'École normale supérieure, dans un article de Libération (27 septembre 2010), voit dans l'ouvrage un sarkozisme dissimulé et un recul vers le culturalisme des années 30, autant dire vers le racisme. Le succès du livre s'expliquerait par le lâche soulagement des lecteurs devant la révélation attendue : finalement ce sont « eux » et non pas « nous » les coupables. Quand les universitaires de haut rang deviennent médiocres et méchants, ils le sont vraiment.